

MARSEILLE



PHOTO C.C.

La piscine du lycée
Marseilleveyre
reste inaccessible

Eau verte, surveillance non assurée et convention en suspens... La piscine, inaugurée à la rentrée par le président de Région, attend ses premiers nageurs. P. 6

LIGUE DES CHAMPIONS

L'OM accueille l'Ajax au Vélodrome
pour accrocher son premier succès

Les joueurs de Roberto De Zerbi, dans une bonne dynamique, affrontent les Hollandais pour la deuxième journée de phase de poule en Ligue des Champions, ce soir (21h). Après la défaite subie à Madrid face au Real, malgré une bonne prestation, les Olympiens doivent accrocher la victoire, sur leur pelouse, pour enfin obtenir leurs premiers points. Ils pourront compter sur un public bouillant à l'occasion du retour au Vélodrome de la plus belle compétition européenne. P. 22 et 23



PHOTO WALLISFR

www.lamarseillaise.fr
La Marseillaise

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal
le plus
chanté
de France

FACE À UN PREMIER MINISTRE COINCÉ

J-2



PHOTO MEH.

Sébastien Lecornu peine et traîne à annoncer son gouvernement, tandis que l'intersyndicale travaille à accroître la pression. P. 2 et 3



« Redonner un rôle aux syndicats ».

Entretien avec le spécialiste des mouvements sociaux Laurent Frajerma

PROCHE-ORIENT



PHOTO FREDERICSPEICHLA PROVENCE

L'ambassadeur d'Israël face
à la presse à Marseille

Joshua Zarka a répondu, ce lundi, aux questions des journalistes marseillais sur la guerre au Proche-Orient et la crise humanitaire à Gaza. P. 20

MARSEILLE

Le terminal du J4 ne trouve
pas preneur

Faute de candidat, l'aménagement dédié aux croisières de luxe reste en suspens sur l'esplanade. P. 4



PHOTO D'ARCHIVES VS.

CULTURE

Redwane Rajel raconte son
parcours atypique sur scène

Un spectacle à découvrir jusqu'au 4 octobre sur la scène marseillaise des Bernardines. P. 18

David Rachline risque l'inéligibilité

FRÉJUS

Accusé de prise illégale d'intérêt dans le cadre de sa nomination à la tête de deux sociétés d'économie mixte, le maire (RN) de Fréjus, David Rachline, comparaît ce mardi devant le tribunal correctionnel de Draguignan. Il risque une peine d'inéligibilité.

Au grand jeu de « Qui veut gagner l'inéligibilité ? », la droite et l'extrême droite se livrent un mano a mano judiciaire. Si la première citée a décroché la timbale, la semaine dernière, avec la condamnation de Nicolas Sarkozy à cinq ans de prison - une première pour un ancien président - et à cinq ans d'inéligibilité pour association de malfaiteurs, la seconde n'a pas dit son dernier mot.

Depuis le début de l'année, localement, trois édiles sont déjà tombés : la maire de La Seyne Nathalie Bicaïs (LR), celui de Toulon Hubert Falco (DVD), et le maire de Cogolin Marc-Étienne Lansade (EXD). Score provisoire : 2 à 1 pour la droite. Mais, ce mardi, l'extrême droite pourrait égaler avec le procès d'une des éminences du RN, David Rachline, maire de Fréjus depuis 2014, jugé pour prise illégale d'intérêt devant le tribunal correctionnel de Draguignan.

L'élue de 37 ans est soupçonné d'avoir favorisé son accession à la tête de deux sociétés d'économie mixte (Fréjus aménagement et gestion du port de Fréjus), en 2017. La



Le maire (RN) de Fréjus est jugé, ce mardi, pour prise illégale d'intérêt et risque une peine d'inéligibilité. PHOTO VALÉRY HACHE / AFP

Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) avait pointé du doigt ces nominations en 2021, mettant en exergue des collusions d'intérêts dans des votes auxquels il aurait participé, directement ou non, dont ceux ayant conduit à ses nominations.

Une enquête pour corruption de marchés publics

David Rachline avait aussi fait voter une rémunération de 1 000 euros bruts mensuels pour chacun de ces postes, en plus de son salaire de maire. Mais il ne sera pas inquiété pour cela. Il pourrait en revanche l'être dans le cadre de l'enquête préliminaire ouverte en janvier 2024 par le Parquet national financier pour corruption de mar-

chés publics. Enquête qui a mené à la perquisition de sa mairie en mars dernier. L'édile est soupçonné d'arrangements avec un puissant entrepreneur local du BTP, Alexandre Barbero, patron de la holding Delta Investissements (HDI), dans l'attribution de marchés publics. Ces soupçons ont été révélés par la journaliste de *L'Obs* Camille Vigogne-Le Coat, dans son livre-enquête *Les Rapaces*, paru en novembre de 2023.

S'il est reconnu coupable, David Rachline, candidat à sa propre réélection, pourrait être condamné à une peine d'inéligibilité, et rejoindre le cercle de moins en moins fermé des élus de droite tombés en cours de mandat dans le Var.

Adam Benhammouda

Les sanctions visant deux lycéennes sont contestées

TOULON

Dans une lettre ouverte, plusieurs syndicats enseignants appellent à l'abandon des sanctions visant deux lycéennes de Dumont d'Urville, interpellées en marge de la mobilisation du 18 septembre.

La manifestation du 18 septembre a réuni plus de 6 000 personnes, à Toulon. Un mouvement suivi au sein de certains établissements scolaires, comme au lycée Dumont d'Urville, devant lequel élèves et enseignants se sont retrouvés, tôt le matin, « afin d'exiger un autre avenir pour la jeunesse, d'affirmer leur opposition aux idées

d'extrême droite et appeler à une rupture avec les politiques économiques, sociales et environnementales menées jusqu'ici », souligne l'intersyndicale Fnec-FP-FO-FSU-SUD éducation-CGT Educ'action dans une lettre ouverte.

Un mouvement achevé en fin de matinée et qui s'est « très bien passé », jusqu'à ce qu'une « étudiante qui préparait sa pancarte [pour la manifestation de l'après-midi, Ndlr] [ait] été interpellée par les forces de l'ordre (en civil et sans brassard) de manière violente, sans explication. (...) Refusant cette interpellation arbitraire, elle est traînée au sol et menottée, ainsi que sa camarade qui voulait la protéger, sans savoir qu'il s'agissait des forces de l'ordre », selon les syndicats.

La première a été placée en garde à vue pour violences et outrages sur personne dépositaire de l'au-

torité publique, la seconde pour rébellion. Convoquées début octobre devant le délégué du procureur pour des stages de citoyenneté, ainsi qu'une composition pénale et une obligation d'indemniser un policier pour la première des deux, elles ont reçu le soutien des syndicats. Ces derniers disent « partager l'indignation face à ces mesures de répression brutale contre des jeunes qui exercent leur liberté d'expression et d'opinion », rappelant « les conditions d'études dégradées » auxquelles sont sujets les élèves du secondaire et du supérieur, dont « plus de 100 000 étaient sans affectation après la première phase d'admission Parcoursup. » Ils fustigent « la volonté de criminaliser les revendications » et exigent « l'abandon de toute répression administrative, judiciaire et d'État ».

Ad.B.

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR
Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIVE A LA MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME D'OLLIOULES

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a organisé, par arrêté n°AP 25/149 en date du 03/09/2025 une enquête publique portant sur le projet de Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme d'Ollioules. Cette procédure a pour objet :

- Adapter certaines dispositions règlementaires ;
- Ajouter et modifier des Espaces Verts Protégés ;
- Créer un sous-secteur UFI et UDpb ;
- Ajouter une inscription graphique « enveloppe d'implantation maximale des bâtiments », au niveau du secteur d'OAP Saint-Roch ;
- Ajouter et modifier des inscriptions graphiques relatives au projet du Technopole de la Mer ;
- Supprimer un linéaire commercial ;
- Mettre à jour des emplacements réservés ;
- Modifier et ajouter un élément de patrimoine protégé ;
- Mettre à jour l'annexe relative à la carte des voies bruyantes ;
- Modifier l'OAP La Castellane ;
- Ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU secteur de Campourri.

La notice de présentation, le règlement écrit, les planches graphiques, la liste des emplacements réservés, les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que les annexes du Plan Local d'Urbanisme et les avis émis sur le dossier par les personnes publiques associées sont joints au dossier d'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, du 23 septembre 2025 au 23 octobre 2025 inclus, en Mairie annexe de la commune d'Ollioules, siège de l'enquête publique (2 place Trotobas - 83 190 Ollioules), du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au Commissaire-Enquêteur, Madame NAIN, désignée par le Tribunal Administratif de Toulon :

- par courrier, jusqu'au 23 octobre 2025 (cachet de la poste faisant foi) au siège de l'enquête publique, en Mairie annexe d'Ollioules, 2 place Marius Trotobas - 83190 Ollioules.
- par voie électronique jusqu'au 23 octobre 2025, 16h30, à l'adresse suivante : mtpm.plu@metropoletpm.fr en précisant en objet « Modification n° 3 du PLU d'Ollioules ».

Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique.

Les pièces du dossier et les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur le site internet de la commune d'Ollioules (www.olioules.fr) et par un lien direct depuis le site internet de la Métropole (www.metropoletpm.fr) vers le site internet d'Ollioules. Un ordinateur dédié à la consultation du dossier dématérialisé sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête publique aux heures d'ouverture précitées.

Toute information concernant le dossier d'enquête publique pourra être sollicitée auprès de Madame Laura GANDRILLE (directrice du service urbanisme à la Ville d'Ollioules, tel : 0494304136).

Le Commissaire-Enquêteur recevra personnellement les observations du public les jours suivants en Mairie annexe d'Ollioules :

- **Mardi 23 septembre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 16h30**
- **Lundi 29 septembre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 16h30**
- **Jeu 09 octobre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 16h30**
- **Vend 17 octobre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 16h00**
- **Jeu 23 octobre 2025 de 9h à 12h et de 14h à 16h30**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Commissaire-Enquêteur qui sera chargé de le clore.

Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable de projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Président de la Métropole, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que les exemplaires du dossier de l'enquête déposés en Mairie, accompagnés du registre et des pièces annexées.

Le rapport, ses annexes et les conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenus à disposition du public en mairie d'Ollioules, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, et seront publiés sur le site internet de la Métropole TPM et de la Ville d'Ollioules.

Le Conseil Métropolitain se prononcera, après avis du Conseil Municipal de la commune, par délibération sur l'approbation de la modification du PLU d'Ollioules éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête des observations du public et du rapport du Commissaire enquêteur.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée,
Jean-Pierre GIRAN

202513123

13 | 83 | 84 | 30 | 34

La Marseillaise
annonces-legales.lamarseillaise.fr